Immigration—Loi

Monsieur le premier ministre souhaite évidemment qu'avec le tapage résultant de l'incompétence avec laquelle son gouvernement a traité de la question des réfugiés, les Canadiens ne réaliseront pas que son intention réelle en rappelant les Communes était d'adopter ce projet de loi. C'est là l'un des gestes les plus cyniques, les plus désespérés d'un gouvernement déjà cynique et désespéré.

[Traduction]

Alors pourquoi a-t-on rappelé le Parlement? Est-ce l'intérêt public qui exige que la Chambre des communes siège simplement pour s'occuper de la question des 174 Sikhs, d'autant plus que la Chambre est déjà saisie d'un projet de loi relatif à cette question? Le gouvernement était déjà au courant de l'affaire. Il a été prévenu des semaines à l'avance. Il aurait dû prendre la situation en main. Mais non, il a laissé faire ce que nous sayons.

Pourquoi convoquer une session d'urgence du Parlement, alors que, depuis trois ans, le gouvernement ne s'est pas donné la peine de réformer le système d'attribution du statut de réfugié, malgré les avertissements de la commission présidée par le rabbin Gunther Plaut, malgré les avertissements du comité de la main-d'oeuvre, de l'emploi et de l'immigration, et malgré en plus les avertissements des deux partis d'opposition ainsi que des organismes non-gouvernementaux et des Églises du Canada? Pourquoi le gouvernement a-t-il attendu le mois de mai de cette année, un an presque après le débarquement l'été dernier du plein bateau de Tamouls, pour présenter le projet de loi C-55 à la Chambre des communes? Pourquoi a-t-il attendu les derniers jours de la session de juin pour présenter le projet de loi C-55 à la Chambre pour le débat de deuxième lecture? Pourquoi le gouvernement n'a-t-il permis que trois heures de débat en tout? Où était l'urgence? Où était la crise? Où était le besoin de régler la question tout de suite?

Les faits et gestes du gouvernement font bien voir l'indifférence qu'il éprouve pour ces questions, le peu de priorité qu'il leur accorde. Et voilà maintenant qu'il se précipite pour masquer son inaction, qu'il en prend prétexte pour rappeler le Parlement, pour essayer de faire croire à la population qu'il a la situation bien en main alors que c'est tout le contraire.

• (1550)

D'un bout à l'autre du pays, les Canadiens me font part de leurs vives préoccupations. Dans ma circonscription de Vancouver Quadra, le téléphone ne dérougit pas. Au cours des deux ou trois jours que j'y ai passés il y a deux semaines et demie, mon bureau de circonscription a reçu 190 appels à ce sujet en un seul jour, le 24 juillet. Renseignements pris auprès des autres bureaux de circonscription de la région de Vancouver, notre situation n'est pas unique. La peine capitale en comparaison est rejetée dans l'ombre. C'est peut-être ce qui a incité Son Honneur à rappeler la Chambre. Nous sommes limitrophes sur la 4^eavenue au centre de Vancouver.

Sur la question des réfugiés, l'opinion publique a été manipulée par le gouvernement. D'après certaines fuites sélectives, il pourrait y avoir des terroristes parmis les derniers arrivés sur la côte de la Nouvelle-Écosse. On s'est lancé dans une retentissante entreprise bidon de recherche d'un mystérieux navire qui, disait-on, amenait des étrangers au pays. Finalement, cela s'est révélé une fausseté, une farce. Cela faisait beaucoup penser à un vieux poème de Samuel Coleridge. Nous avons eu droit aux discours pittoresques que le premier ministre a prononcés au cours de son récent séjour dans le Manitoba rural. Je vois que le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Epp) est ici présent. C'est lui qui a reçu le premier ministre dans la petite ville de Steinbach, que j'ai traversée hier.

M. Epp (Provencher): Une magnifique réception.

M. Turner (Vancouver Quadra): On lui a ménagé une magnifique réception, mais il n'a pas eu le courage de se rendre à Winnipeg. Il s'est contenté de parcourir la campagne manitobaine parce qu'il voulait être piloté par le ministre et son collègue, le ministre chargé de la Commission du blé, qui l'assuraient d'une réception organisée sur mesure et amicale. Il s'agissait d'une mini-campagne électorale. Soit dit en passant, le ministre a dû être fier d'arpenter la rue principale de Steinbach, la capitale manitobaine de l'automobile.

M. Epp (Provencher): Canadienne.

M. Turner (Vancouver Quadra): Le chef du NPD (M. Broadbent) affiche une telle bonne humeur aujourd'hui que je ne veux pas empiéter sur son domaine d'Oshawa.

Peut-on blâmer les Canadiens de ne plus rien y comprendre? Le gouvernement bâcle et sabote la question des réfugiés depuis qu'il a pris le pouvoir, en septembre 1984. Je suis sûr d'une chose. Les Canadiens sont un peuple raisonnable, juste et tolérant. Ils veulent que cette question trouve une juste solution.

[Français]

Une grande majorité de Canadiens appuie une politique d'immigration non discriminatoire. Nous devons accueillir les immigrants et les réfugiés parce que nous avons besoin d'eux. Le Canada a besoin d'une population plus considérable afin de développer notre vaste pays, pour créer des marchés et de nouveaux emplois.

Et nous voulons réunifier les familles à travers le pays, et notre généreuse politique d'immigration a joui de l'appui des Canadiens pendant tout le XX° siècle.

[Traduction]

Les Canadiens croient à une politique d'immigration généreuse et sans discrimination. C'est ce qui a fait la richesse de notre pays. C'est ce qui nous a donné le vaste héritage et l'esprit de tolérance que nous connaissons maintenant.

Les Canadiens croient également à une politique à l'égard des réfugiés qui soit ouverte et humanitaire. Nous avons toujours reçu à bras ouverts les gens d'autres pays qui fuyaient la mort, la torture, la persécution, l'intimidation ou l'emprisonnement. Nous avons toujours donné le bénéfice du doute à ceux qui cherchaient véritablement un havre et une nouvelle vie au Canada. Ce fut vrai de la Hongrie en 1956, de la Pologne en 1972, des gens de l'Ouganda ou des Vietnamiens réfugiés de la mer. Les Canadiens ont toujours ouvert leur coeur, leur porte et leur foyer lorsque la question était claire. Cependant, ils ne veulent pas que l'on abuse du système. Ils ne veulent pas que des trafiquants exploitent des désespérés. Ils ne veulent pas que l'on expose des vies lors de voyages sans espoir. Ils ne veulent pas que l'on commercialise la recherche d'un refuge. Ils ne veulent pas enfin que l'on manipule un système qui, à leur avis, devrait être juste et ordonné. Le fait de refuser de faire la queue et d'essayer de passer avant les autres ne leur apparaît